Tours, le 8 janvier 2013

SECTIONS D'INDRE ET LOIRE

Monsieur le Président,

Les organisations syndicales CGT Finances Publiques et Solidaires Finances Publiques d'Indre et Loire ne siégeront pas à la séance du CTL reconvoquée ce jour, suite au boycott de la première convocation.

Alors que les suppressions d'emplois se poursuivent et que les crédits budgétaires diminuent, le malaise et le mécontentement des personnels de la DGFIP s'accentuent. Les résultats de la grève du 27 novembre dernier traduisent ainsi un niveau de conflictualité particulièrement significatif de la DGFiP au sein de la fonction publique d'état, mais aussi un profond malaise des personnels, même s'il reste souvent silencieux.

Bien que placée dans les discours ministériels comme « au cœur de la République », la DGFiP n'a aujourd'hui dans les faits plus les moyens de fonctionner correctement et d'assurer tout à la fois un service public de qualité et de bonnes conditions de travail.

Dans le département, la suppression de 18 emplois supplémentaires s'ajoutant aux précédentes a été programmée dans le PLF sous couvert de « modernisation de l'action publique » nouveau nom d'une RGPP prétendument abandonnée. Si les vagues précédentes de suppressions d'emplois ont fortement dégradé les conditions de travail, désormais c'est l'existence même de certaines missions qui se trouve menacée.

La conscience professionnelle des agents ne peut servir de continuel palliatif à la désorganisation des services provoquée par la destruction des emplois.

Exemplaires hier, aujourd'hui non prioritaires, les agents vous disent : ça commence à bien faire !!!.

En conséquence, les organisations syndicales CGT Finances Publiques et Solidaires Finances Publiques d'Indre et Loire réitèrent leur opposition à rentrer dans une discussion servant de base à la destruction du service public des administrations financières.